

**Italie - Effondrement d'un viaduc à
Gênes - Migration - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "CNews"
(Paris, 18 août 2018)**

Q - Merci d'avoir accepté de répondre à nos questions. Tout d'abord, était-ce important que la France soit représentée aujourd'hui ?

R - C'était très important d'être ici pour marquer la solidarité des autorités françaises bien sûr, mais aussi du peuple français vis-à-vis du peuple italien dans cette tragédie. C'est un événement extrêmement marquant pour les Italiens. Pour la ville de Gênes, ce viaduc était quelque chose de très symbolique dans la région et pour tout le pays. Autant de morts, beaucoup de jeunes, des victimes françaises, quatre jeunes Français, donc je me devais d'être présente ici, auprès des autorités du peuple italien, auprès des familles des victimes françaises également.

Q - Comment la France peut-elle venir en aide à l'Italie ?

R - Nous avons dès le premier jour, proposé de l'aide avec des secouristes, du matériel, mais je voudrais rendre hommage au très grand professionnalisme de la protection civile italienne qui a organisé les secours avec énormément d'engagement et d'efficacité. Nous avons pu travailler avec les secouristes italiens dans des conditions vraiment remarquables pour avoir les informations sur la présence éventuelle de victimes françaises, puis ensuite, pour permettre aux familles de venir reconnaître les corps. Les Italiens ont malheureusement une grande expérience en matière de catastrophe, notamment à cause du risque sismique en Italie.

ÿ ce stade, les autorités italiennes n'ont pas fait état de besoins particuliers, mais ils savent que nous sommes disponibles y compris au moment de la reconstruction.

Q - Madame la Ministre vous en parliez, il y a quatre victimes françaises, la justice française a d'ailleurs décidé d'ouvrir une enquête pour blessures involontaires et homicides involontaires. La France peut-elle demander des comptes à l'Italie aujourd'hui ?

R - C'est une procédure automatique que d'ouvrir une enquête de la part du parquet lorsqu'il y a des victimes françaises. Cela n'est en rien un signe de défiance vis-à-vis de l'Italie, c'est une procédure qui est déclenchée à chaque fois et nous sommes évidemment en pleine coopération avec les autorités italiennes.

Q - À l'image à l'instant, l'arrivée de Luigi di Maio et de Matteo Salvini, les deux principales figures de ce gouvernement populiste italien, quelles sont les relations que la France entretient avec ce gouvernement ? On sait qu'elles ont été tendues notamment sur la question de l'immigration.

R - La France et l'Italie sont des pays voisins, proches, alliés et nous avons des relations constantes, un dialogue très régulier avec les autorités italiennes. Évidemment, ce n'est pas un secret, les choix politiques de ce gouvernement italien ne sont pas les choix politiques du gouvernement français, nous avons des différences, nous avons des divergences, mais nous avons le souci et le soin de nous parler en permanence, y compris sur la question migratoire.

Lors du dernier Conseil européen à Bruxelles, nous avons décidé ensemble d'un certain nombre de mesures qui permettent de faire face au défi migratoire de manière coopérative et avec une solution européenne. Récemment encore, s'agissant de l'Aquarius, la France s'est engagée à accueillir 60 personnes qui venaient, secourues par l'Aquarius, en Europe. Il semblerait que les autorités italiennes aient acceptées de recevoir 20 demandeurs d'asile venant de l'Aquarius, ce qui, si c'est confirmé est un progrès dans la position de l'Italie.

Q - Dans la salle où vous vous trouvez, Madame la Ministre, les secouristes se font applaudir par les personnes qui assistent à cette cérémonie, juste un mot sur la France tout de même. Il y a un rapport inquiétant sur l'état du réseau routier français qui a été remis au gouvernement, 840 ponts seraient en mauvais état. Que compte faire le gouvernement ?

R - C'est le gouvernement qui avait demandé cet audit sur l'ensemble des infrastructures et cet audit est très important et très utile. Le gouvernement avait pris la mesure de ce qu'il fallait savoir pour agir. La ministre des transports Elisabeth Borne a annoncé qu'il y aurait un plan pour rénover en priorité les infrastructures qui ont besoin d'être réparées et renouvelées. L'ensemble de ces infrastructures, et notamment des ponts, sera pris en compte, mais nous avons aujourd'hui une cartographie précise et complète, et la capacité de surveiller en permanence les infrastructures qui ont vieilli./